

PRÉFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

Suppression des conditions de nationalité pour l'exercice de la profession de débitant de boissons

Réf. : Loi N°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté publiée au Journal Officiel de la République Française le 28 janvier 2017

Toute personne qui souhaite ouvrir un débit de boissons à consommer sur place et y vendre de l'alcool est tenue de faire, quinze jours à l'avance et par écrit, une déclaration en mairie dans les conditions prévues à l'article L3332-3 du code de la santé publique.

L'article 196 de la loi susvisée a supprimé le dernier alinéa de l'article L3332-3 qui prévoyait des conditions de nationalité.

Désormais, depuis le 29 janvier 2017, date d'entrée en vigueur de la loi, aucune condition de nationalité ne peut plus être exigée de la personne déclarant une licence de débit de boissons.